Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

150-151 | 2017

Racisme et sexisme

Quand la catégorisation masque l'inégalité

When Categorization Masks Inequality

Xavier Dunezat et Pauline Picot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6749>

DOI : 10.4000/jda.6749

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2017

Pagination : 63-83

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Xavier Dunezat et Pauline Picot, « Quand la catégorisation masque l'inégalité », *Journal des anthropologues* [En ligne], 150-151 | 2017, mis en ligne le 15 novembre 2019, consulté le 11 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6749> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.6749>

QUAND LA CATÉGORISATION MASQUE L'INÉGALITÉ

Nous devons abolir les catégories de femme et d'homme,
matériellement, sexuellement et psychologiquement.
(Mathieu, 2014 : 201)

L'idéologie se nourrit du réel, des faits matériels,
qu'en retour elle formalise mentalement.
Faute de chercher à modifier cette réalité,
on consent au racisme un long avenir.
(De Rudder, 2012 : 366)

Xavier DUNEZAT* – Pauline PICOT**

Au prisme du travail pionnier et subversif de Véronique De Rudder et Nicole-Claude Mathieu, cet article propose d'interroger les processus de catégorisation qui traversent des mobilisations contemporaines, et dévoiler comment ils sont les produits de rapports sociaux, de *rapports de pouvoir*. En privilégiant sexe et race, nous entendons renforcer deux acquis théoriques : d'une part, (même) « l'anatomie est politique » (Mathieu, 1991, 2014) ; d'autre part, les catégorisations de race et de sexe sont des marques et des masques de « l'inégalité » (De Rudder *et alii*, 2000).

* URMIS - CRESPPA (Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris) – 59-61 rue Pouchet – 75849 Paris Cedex 17.

Courriel : dunezat.xavier@wanadoo.fr

** URMIS - Université Paris 7-Diderot – Case courrier 7027 – 75205 Paris Cedex 13.

Courriel : picot.pauline@orange.fr

Xavier Dunezat mène depuis 2005 un travail d'observation participante dans des espaces de la cause des sans-papiers en France (un « comité » du Nord, un « collectif de soutien » de l'Ouest) en interrogeant la dynamique des rapports sociaux (sexe, race, classe) dans ces luttes. Pauline Picot pratique également, depuis 2013, l'observation – à des degrés de participation variables – auprès de groupes militants antiracistes franciliens¹ créés dans les années 2000 en testant l'hypothèse d'une recomposition sociale et politique du champ de l'antiracisme (Picot, 2012 & 2016).

Nos deux terrains ont en commun d'être structurés par des processus de subjectivation et de catégorisation *a priori* centrés sur les rapports sociaux de race : d'une part, la dénonciation du racisme – notamment institutionnel (Carmichael & Hamilton, 2009) – constitue un enjeu central des mobilisations ; d'autre part, les relations ordinaires entre « majoritaires » et « minoritaires » au sens de Guillaumin (2002) s'y donnent à voir sous des formes variables et plus ou moins euphémisées : « migrants/soutiens », « noirs/blancs », « premiers concernés/alliés », etc. Toutefois, nos trajectoires militantes ont croisé d'autres causes (féministes, chômeurs) et nos trajectoires universitaires ont été marquées par l'héritage consubstantiel (Kergoat, 2012) puis par le tournant intersectionnel (Crenshaw, 2005 ; Poirot, 2005), autant d'inflexions qui nous incitent à ne pas négliger combien les processus repérés dans les mobilisations sont simultanément façonnés par les autres rapports sociaux, de sexe et de classe notamment.

Comment objectiver la race et le sexe lorsque l'on pratique l'ethnographie ? En particulier, comment passer du travail, essentiel mais essentialiste, de comptage « à l'œil nu » – combien de femmes et d'hommes, de Noirs et de Blancs, etc. – à une théorisation *anti-essentialiste* des catégories ? Pour répondre, le double héritage de V. De Rudder et de N.-C. Mathieu nous est fondamental car il

¹ Conseil représentatif des associations noires (CRAN), Parti des indigènes de la république (PIR), Brigade anti-négrophobie (BAN). D'autres espaces ont été aussi observés : Journées contre l'islamophobie, Reprenons l'initiative contre les politiques de racialisation.

participe d'une approche dialectique et matérialiste, inductive et constructiviste, des catégories. Que ce soit pour la race ou le sexe, notre travail a ainsi été orienté par la *précaution méthodologique* majeure qui consiste à ne pas réifier ou essentialiser les catégories : dans cet objectif, les deux auteures proposent des outils dont la combinaison est heuristique lorsqu'on cherche à articuler plusieurs rapports sociaux (voir plus bas). Nous proposons ainsi d'ouvrir, à la lumière de ces outils et de nos terrains, la *boîte noire* de la catégorisation en ethnographie, en faisant un « petit détour par les cuisines et suggestions d'accompagnement » (Avanza *et alii*, 2015). En contextualisant la formation des processus de différenciation sociale, en observant la division du travail militant mais aussi les corps en lutte, en croisant sexe-classe-race dans la production des catégories, on se donne les moyens de ne pas traiter comme des « objets inertes » (De Rudder *et alii*, *op. cit.* : 158) ou des corps déjà là des catégories centrales comme celles de « femmes » ou de « minoritaires racisés » (voir plus bas).

Les catégories et leur ordre inégalitaire : une société de rapports sociaux

Véronique De Rudder et Nicole-Claude Mathieu proposent, en écho à toute une génération de théoriciennes féministes et antiracistes, une approche relationnelle et matérialiste des catégories en les pensant comme les produits de rapports de pouvoir. Ce faisant, elles ont contribué à construire un outillage heuristique pour une ethnographie des mobilisations en termes de (rapports sociaux de) sexe et de race.

Une approche dialectique et matérialiste des catégories de sexe/race

V. De Rudder et N.-C. Mathieu ont en commun d'inviter à penser l'ordre inégalitaire des sociétés contemporaines occidentales

– ici le racisme et le sexisme/viriarcat² – en termes de rapports sociaux transversaux et structurants, en ce sens que les pratiques et les représentations des personnes catégorisées ne peuvent s'y soustraire : « L'ordre social sexiste et l'ordre social raciste ont ceci de particulier qu'ils réduisent entièrement l'individu au groupe qui lui est attribué comme étant le "sien" » (De Rudder, 2006). C'est pourquoi les catégories n'existent ni en dehors, ni en amont du rapport qui les crée. L'enjeu méthodologique de tout travail de catégorisation est alors la mise en évidence des *relations* qui « unissent dans un même système social groupes dominés et dominants » (De Rudder *et alii.*, *op. cit.* : 154). Il s'agit « de substituer à une pensée fixiste une pensée dialectique » (Mathieu, 1991 : 60). Théoriser ainsi le racisme et le viriarcat, c'est adopter une posture résolument anti-essentialiste et constructiviste : c'est le rapport social qui sécrète des catégories en différenciant, *via* la division du travail et l'invention de marqueurs, si bien que l'attention se déplace de la catégorie comme objet à décrire vers la catégorie comme « construction sociale à élucider » (*idem* : 76). Les « esclaves » ont été rendus « nègres » (Guillaumin, 1992 : 182) parce que « la marque suit, elle ne précède pas le *rapport* » (Juteau, 2010 : 72). Bref, selon la sociologie des rapports sociaux, les différences de sexe ou de race « ont été créées de toutes pièces, précisément pour constituer des groupes » et justifier des traitements inégaux (Delphy, 2001 : 9).

De même, les deux auteures émancipent les catégories de tout résidu biosocial ou naturel en objectivant les enjeux matériels de leur raison d'être. Ainsi du racisme qui organise l'appropriation des corps, des terres et du travail *via* l'esclavage et la colonisation, véritables généalogies infamantes. Ainsi du viriarcat puisque « la structure des rapports de classe de sexe synthétise l'appropriation masculine du corps des femmes, l'exploitation de leur travail

² Le mot « sexisme » est peu utilisé chez N.-C. Mathieu car « plus restreint, [il réfère] plutôt à des attitudes » (2014 : 28). Pour désigner « le pouvoir des hommes sur les femmes », elle lui préfère celui de viriarcat (1991 : 125).

productif et reproductif avec les disparités économiques et sociales qui s'ensuivent, la violence à leur rencontre et la méconnaissance du monde et d'elles-mêmes qui leur est imposée » (Mathieu, 2014 : 50). On retrouve ainsi, tant chez V. De Rudder dans sa définition des rapports sociaux interethniques que chez N.-C. Mathieu dans sa définition des classes de sexe, une approche matérialiste qui explicite les enjeux réels de la production de catégories hiérarchisées : l'exploitation de la catégorie dominée. « Les rapports de pouvoir entre sexes et entre races sont, comme tous les rapports de pouvoir, ancrés dans l'économique, le juridique, le culturel et perpétués par la violence, verbale et physique, au moindre faux-pas des dominé-e-s » (Mathieu, 2014 : 329). Les rapports sociaux sont toujours des « rapports matériellement et symboliquement violents » (De Rudder *et alii*, *op. cit.* : 38).

Ainsi, selon N.-C. Mathieu et V. De Rudder – entre autres –, les catégories de sexe et de race ne sauraient exister en dehors des relations (inégalitaires) qui les fabriquent et les justifient *en dernier ressort*. Parce que les désignations et les contenus de ces catégories sont alors le résultat de processus historiques et de contextes localisés³, il s'agit de construire des outils pour une ethnographie située et contextualisée des *processus de catégorisation* repérés sur le terrain.

Relation et ethnie/racisme, différenciation et sexe/genre : la boîte à outils

V. De Rudder et N.-C. Mathieu ont aussi en commun de déconstruire la naturalité en mettant en évidence la diversité des modes de relation entre le biologique et le social *selon les contextes* : la première en distinguant/reliant ethnie et racisme, la seconde en distinguant/reliant sexe et genre. Ce faisant, elles nous invitent à penser les catégories comme le résultat de processus relationnels et différenciateurs, dont il s'agit de saisir les formes et les mécanismes.

³ Comme le montrent par exemple les « définitions de la personne femme » dans diverses sociétés matrilineaires et uxori-locales (Mathieu, 2007).

V. De Rudder⁴ entend éviter l'« essentialisme méthodologique » car toute catégorisation nous expose au risque de traiter le résultat – ici les êtres humains – comme des choses, alors qu'il s'agit d'étudier les relations qui, pourrait-on dire, chosifient les êtres humains : « Les individus qui composent les groupes minoritaires, ethnicisés ou racisés, ne sont pas des objets inertes et c'est bien sur des relations, des interactions, qu'il faut travailler » (2000 : 158). D'abord, au moment de définir le racisme (2012), elle en a circonscrit trois mécanismes centraux : inventorier, hiérarchiser, confondre en une seule réalité. Ensuite, la race a historiquement désigné des réalités diverses et le seul critère transversal au principe de la différenciation est celui de continuité généalogique : la notion d'origine est au principe de l'idée de race tandis que « le couple identité/origine, aujourd'hui comme hier, est au cœur du racisme » (1998 : 3). C'est pourquoi, en prenant pour objets les relations interethniques, le travail de terrain doit chercher à contextualiser et à objectiver comment des faits culturels sont captés – sélectionnés, falsifiés, inventés – par un système de désignation et de catégorisation. Enfin, en situant la naissance du racisme dans la dynamique des relations interethniques, V. De Rudder nous invite à historiciser et à spécifier la production des groupes racisés. Le racisme n'est pas consubstantiel à l'histoire de l'humanité et à toutes les sociétés parce qu'il a ses premiers rôles : les esclavagistes, les colons, les États nationaux européens (De Rudder *et alii*, *op. cit.* : 32). De même, en distinguant ethnisme et racisme, ethnicisation et racisation, elle nous invite à une sociologie complexe qui analyse le réel en repérant des niveaux, des continuums, des registres (social, culturel, « racial ») et des points de passage (par exemple la manière de traiter « l'origine ») qui permettent, sur le terrain, de spécifier les processus de racisation. Ainsi, le racisme absolutise la différenciation culturelle et d'origine en l'essentialisant et en l'inscrivant dans le règne de la nature, si bien que toute catégorie racisée devient « immuable

⁴ Pour une présentation générale de l'appareil théorique de V. De Rudder, voir notamment V. De Rudder *et alii* (2000 : 25-45 & 153-182).

et définitive » (De Rudder *et alii*, *op. cit.* : 32). Sur un plan méthodologique, V. De Rudder construit « une méthode constructiviste et inductive » qui ne définit pas *a priori* « le contenu recouvert par les termes "race" et "ethnicité" » (*idem* : 158) : il s'agit de le faire émerger progressivement de l'analyse des matériaux, comme elle l'a fait par exemple en déconstruisant « la catégorisation des individus couramment labellisés comme "deuxième génération" » et en analysant l'invention de la catégorie racisée de « Beur » (1998 : 3).

De son côté, N.-C. Mathieu⁵ propose un outillage épistémologique conséquent pour penser les processus de catégorisation sans transformer une catégorie en « évidence fétiche » (1991 : 15-126). D'abord, elle met en évidence des distorsions dans la spécification des deux catégories de sexe en sociologie et en anthropologie, ce qui la conduit à critiquer l'existence de « deux systèmes d'explication pour les deux termes d'un même phénomène » (*idem* : 51) : enracinement de la vision féminine du monde dans le biologique ou dans la médiation entre nature et société *versus* enracinement de la vision masculine dans le seul social ou culturel. Ensuite, N.-C. Mathieu détaille comment les catégories de sexe sont « réifiées, closes sur elles-mêmes » : d'une part, on leur confère « des *attributs* généraux » et on en parle « en termes de *contenu* : modèles, représentations, symbolisme *propres* à chacune » ; d'autre part, on fixe ces attributs et contenus « comme *différents*, voire opposés, pour chacune, la réification se fondant sur le modèle de la différence biologique » (*idem* : 50). C'est alors par son mode inductif et comparatif de théorisation des rapports entre sexe et genre qu'elle réalise le coup de force le plus abouti en matière de dénaturalisation. Pour montrer que l'anatomie est pleinement politique, elle pointe, selon les sociétés et les contextes, l'existence de divergences entre le sexe (biologique) et le genre (social) ou encore de passages de frontières entre sexes ou entre genres. Surtout, elle illustre (*idem* : 227-266) la diversité des modes de correspondance – homologique, analogique, sociologique – entre sexe et genre, ce qui la conduit à identifier les

⁵ Pour une synthèse de ses travaux, voir notamment Falquet (2011).

mécanismes sociaux qui sont à l'origine de la diversité des types de conscience des acteurs sociaux par rapport à leur appartenance de sexe/genre. Elle montre ainsi que l'optique naturaliste (*le genre traduit le sexe*), davantage individualiste et occidentale, est relativisée par l'optique culturaliste (*le genre*, en tant qu'élaboration culturelle, *symbolise le sexe*), davantage collective et flexible, voire déconstruite par l'optique anti-naturaliste et matérialiste (*le genre construit le sexe*), davantage féministe et constructiviste, qui permet de passer « de l'idée de différence à celle de *différenciation* sociale des sexes, de construction sociale de la différence » (*idem* : 256). Avec la troisième optique, la question est alors de savoir qui, ou plutôt *que*, sont ces femmes et ces hommes si évidents dans l'optique naturaliste et si fluctuants dans l'optique culturaliste. En effet, « il n'existe pas d'être humain nu » et « la liste est longue des modifications et marquages du corps humain » (Mathieu, 2014 : 40) dans toutes les sociétés. Le corps (des femmes) est à la fois construit et approprié (par les hommes), producteur et exploité (par les hommes), reproducteur et exploité dans ses capacités procréatives (par les hommes), sexuel et exproprié (par les hommes) lorsqu'il est associé à une sexualité autonome (des femmes). La socialisation du corps n'est donc pas une simple parure culturelle parce qu'il est contraint et utilisé dans le cadre de l'action transversale des rapports sociaux : en cela l'anatomie est politique et toute catégorisation de sexe ou de race est synonyme d'inégalité.

Militantisme et catégorisations de sexe/race : comment objectiver sans réifier ?

Raisonnement en termes de rapports sociaux implique de s'émanciper de l'évidence des catégories. Le travail de terrain doit ainsi privilégier le « dévoilement des processus » sur « l'élaboration (*a fortiori* la reprise) de nomenclatures », l'analyse « des rapports sociaux plutôt que des groupes nominaux qui ne se définissent qu'à travers eux » (De Rudder, 1998 : 8).

S'il n'est plus à démontrer que les rapports sociaux – de sexe, classe, race – traversent le militantisme, il n'est pas certain que la

sociologie du militantisme soit parvenue à penser cette dynamique autrement que sur le mode de la *reproduction sociale*. Or ce mode a la fâcheuse faculté de passer sous silence combien et comment les pratiques militantes ne sont pas en reste dans la production de catégories et de l'ordre inégalitaire mais aussi dans la politisation de l'anatomie. Des catégories centrales comme celles de « femmes » ou de « racisés » restent hermétiques parce que leur construction n'est pas toujours explicitée en termes de *processus* ni rapportée aux *pratiques* des rapports sociaux en acte (Kergoat, *op. cit.*). Sans prétendre échapper à ces biais, nous proposons des détours pour tenter de les contrôler⁶ : le repérage de la division du travail en tant que mécanisme différenciateur et producteur de catégories (Mathieu) ; l'observation des corps en lutte au moment de rechercher « des indices verbaux ou comportementaux de racisme [et de viriarcat] dans les pratiques sociales ordinaires » (De Rudder *et alii*, *op. cit.* : 154) ; la prise en compte de l'hétérogénéité constitutive de chaque catégorie.

Un conducteur de différenciation et de catégorisation : la division du travail militant

V. De Rudder (2000 : 154) insistait sur la nécessité de saisir l'ordre inégalitaire « en tant que composante interne des relations entre groupes », tandis que N.-C. Mathieu (2014 : 13-50) a pointé – comme d'autres féministes matérialistes (*Cahiers du genre*, 2016), notamment Tabet (1998) – la centralité du mécanisme de la division du travail et de ses modalités concrètes (hiérarchisation de valeur et de fait⁷) dans la production de catégories inégales. Selon cette approche, les groupes et leurs différences ne sont pas seulement déterminés : ils doivent aussi être pensés comme une « réalisation permanente des interactions » (West & Fenstermaker, 2006 : 104), variable selon les contextes de leur actualisation, ce qui donne tout son sens à l'ethnographie des mobilisations. En effet, si la

⁶ Voir aussi Dunezat (2015).

⁷ Les tâches masculines sont plus valorisées que les tâches féminines et la quantité de travail féminin est plus importante que celle de travail masculin.

catégorisation est un processus continu, l'ethnographie nous permet d'approcher le sexe et la race *en train de se faire*, en tant que réalisations situées qu'il s'agit de penser « en retour » comme « les marqueurs qui donnent accès à la structure sociale et aux rapports de pouvoir qu'elles contribuent à entretenir » (Revillard & de Verdalle, 2006 : 96) ou à questionner. Cependant, si la catégorisation est un processus vivant, il est aussi *déjà fait* tant le rôle des institutions, du droit, des politiques publiques est surdéterminant dans la production des catégories. Cette tension entre le contexte déterminant des catégories et leur actualisation déterminée dans une mobilisation complexifie le travail ethnographique.

En effet, le processus de catégorisation est d'autant plus difficile à déconstruire (West & Fenstermaker, *op. cit.*) qu'il se saisit – quand il s'agit du sexe mais on pourrait démontrer des processus homologues en matière de race et de classe – de l'individu dès sa naissance et ne le lâche plus. Le rapport de pouvoir l'assigne à une catégorie de manière figée, au sein de laquelle la catégorisation se cristallise *via* un processus sans (presque) aucune sortie à l'intérieur des institutions. À travers différentes activités (matérielles) et croyances (naturalisées), les rapports sociaux construisent alors de nombreux signes d'identification (tâche, vêtement, langue, accent, aspect, etc.). C'est pourquoi, une fois ce processus de catégorisation opéré et qui plus est naturalisé, nos interactions se retrouvent déterminées par la nécessité d'identifier et de rendre des comptes pour nous orienter. En ce sens, la catégorisation est à la fois un processus continu, *déjà fait*, et une réalisation située, *en train de se faire*.

C'est ce souci de travailler sur des processus qui rend incontournable l'observation des pratiques – définition, prescription, répartition, négociation, exécution – liées à la division du travail militant (Dunezat, 2004 ; Nicourd, 2009), théorisée comme le mode principal d'actualisation des rapports sociaux dans le cadre de mobilisations (Kergoat *et alii*, 1992). Si notre œil socialement construit nous pousse au premier abord à « voir » une femme ou un noir qui fait telle tâche militante, autrement dit *qui fait quoi*, le travail d'immersion sur le long cours autorise des modes d'observation

rendant visibles les catégories en train de se faire : il s'agira par exemple de noter la tâche réalisée, le prénom de la personne qui s'en charge, pour ensuite associer les formes de la division du travail et les catégories (re)produites par cette division. Autrement dit, *quoi fait qui*.

C'est le cas sur le terrain antiraciste francilien. Dans un groupe militant qui ne compte que deux femmes parmi les onze membres de son bureau et dont une seule est physiquement présente, une « division sexuelle du travail » (Kergoat, *op. cit.*) assigne à cette seule militante la quasi-intégralité des tâches à connotation domestique : organisation d'une « réception » pour les vœux de début d'année de l'association – réservation d'une salle, organisation d'un buffet, invitations – ; prise en charge de l'organisation et du service d'un repas lors d'une soirée festive ; présentation d'une discussion publique, alors que l'animation et le dialogue avec l'invité (prestigieux) ont été assurés par un militant-homme ; nettoyage des emballages de nourriture et des tasses de café lors des réunions du bureau. Ici, la spécialisation du travail militant singularise cette militante comme femme puisqu'elle est la seule à effectuer ces tâches.

Sur le terrain d'un collectif de soutien aux personnes sans papiers, nous avons aussi relevé combien – en dépit du rejet (par les majoritaires) des identifications « noirs » et « blancs » dans la lutte – le mode d'accueil des nouvelles recrues était racisé et fonctionnait comme une porte d'entrée pour la racisation des militant-e-s *via* un mode de catégorisation subjectivé à travers les identifications de « soutiens » et de « sans-papiers/migrants ». Dès qu'une personne est étiquetée « blanche » ou « non blanche » (catégorisation déjà faite), elle est automatiquement étiquetée comme « soutien » ou « sans-papiers/migrant » (catégorisation en train de se faire), ce qui induit un mode d'accueil segmenté de la part des « soutiens » qui prennent en charge l'accueil des nouvelles recrues, la prescription, l'organisation et la répartition du travail militant. L'effet réel de ce mode d'accueil racisé (par les majoritaires) est de priver les personnes étiquetées « migrantes » de l'accès au statut dominant et aux

trajectoires militantes de « soutien ». En cela, les catégories politiques de « soutiens » ou de « sans-papiers/migrants » sont actualisées par la division du travail militant qui joue le rôle de conducteur des processus de différenciation et de catégorisation.

Ainsi, dans la division sexuelle du travail militant, « le genre traduit le sexe » et seule la révolte (féministe) permet d'organiser le travail militant de manière à ce que « le genre symbolise le sexe » et autorise des passages de frontières, sans qu'il soit possible de s'abstraire totalement de la sexuation du militantisme tant l'accès à une conscience de classe (de sexe) est bloquée par des mécanismes matériels qui ne cessent de se reconfigurer (Mathieu, 1991 : 131-225). Par exemple, si l'on peut noter des déplacements dans les processus d'assignation sexuée au travail militant, la manière sexuée de réaliser des tâches à première vue mixtes hiérarchise en valeur le contenu du travail militant. Les processus de racisation ne sont pas en reste tant « la race traduit la couleur » et enferme les racisé-e-s dans des pratiques, des espaces, réservés et spécifiques. Ici la division raciste du travail militant absolutise la différenciation culturelle et, par le recours au biologique qui structure le mode d'accueil, toute catégorie racisée devient immuable et définitive dans l'ordre militant inégalitaire. En particulier, on ne peut pas être soutien *et* migrant. Par des processus qui nous restent obscurs, la naturalisation des racisé-e-s ne se déconstruit que lorsque ces derniers sont perçus comme des « soutiens », autrement dit lorsque « la race symbolise la couleur » de manière inversée à l'ordre extra-militant.

Ces corps en lutte qui parlent : systèmes de marques et de marquages

Nous proposons ici d'isoler quelques aspects du « système de marques » (Guillaumin, 2002) qui organise toute « définition de la situation » en termes de sexe et de race. Il s'agit d'interroger les « modes de relations [...] entre le biologique et le social » (Mathieu, 1991 : 8) ainsi que « cette naturalisation qui ne s'avoue pas telle » et qui « risque toujours d'apparaître lorsque manque la transparence concernant la construction des catégories que l'on différencie » (De Rudder, 1983 : 123). En effet, les corps en lutte parlent doublement :

ils parlent d'eux-mêmes par les signes dont ils sont porteurs et qui les construisent comme racisés ou sexués ; ils sont aussi parlants compte tenu des violences institutionnelles qui les construisent comme racisés ou sexués.

Si l'ethnographie n'est jamais que l'observation de *corps* en action, et que ceux-ci sont des « corps construits » (Guillaumin, 1992), interroger la catégorisation, c'est alors expliciter quelles sont, dans le contexte de l'enquête, les « marques morphologiques » (Guillaumin, 2002) socialement construites comme *signifiantes* du sexe et/ou de la race : caractères sexuels dits « secondaires » – puisque l'ethnographe a rarement une vue dégagée sur les organes sexuels – et autres marques directement corporelles comme la couleur et la texture des cheveux ; mais également le vêtement, le patronyme, l'accent, qui constituent des faisceaux d'indices pour le regard de l'ethnographe. Si « l'ethnicité ne repose pas sur un substrat aisément objectivable » (De Rudder *et alii*, 2000 : 154), on peut tenter d'objectiver ce qui fait « marque » dans la catégorisation de race et indissociablement dans la catégorisation de sexe. Il ne s'agit pas ici de dire que les marques sont nécessairement signifiantes mais de faire preuve de réflexivité pour montrer *comment* le regard catégorisant et naturalisant de l'ethnographe observe.

Dans la France hexagonale des années 2000-2010, l'une des marques disponibles qui a l'avantage heuristique de se rapporter à la fois au sexe et à la race, est le cheveu. Si l'on se base sur les coiffures des militantes⁸ antiracistes : la plupart portent soit leurs cheveux « naturels » (c'est-à-dire bruns/noirs sans coloration, et/ou plus ou moins bouclés ou crépus), soit couverts d'une pièce de tissu, ne relevant pas nécessairement d'un usage religieux mais pas non plus des standards de la mode majoritaire. Cet élément, *a priori* anodin, est révélateur. D'abord, il est petit à petit *devenu explicite* pour l'ethnographe à mesure de la prise de connaissance des débats

⁸ Le cheveu est évidemment *aussi* une marque de la masculinité mais ce sont principalement les femmes qui portent *actuellement* la politisation de cette question (défense du « cheveu naturel », discriminations religieuses).

qui agitent les espaces minoritaires français. Les cheveux comme « marque » sont également un avatar des « rapports entre le biologique et le social » et de la façon dont « les sociétés manipulent la réalité biologique [...] à l'effet de cette différenciation sociale » (Mathieu, 1991 : 236). S'il pourrait paraître évident que la *nature* des cheveux est un fait biologique, le sens que revêtent les façons de les porter est totalement social – et ambivalent, entre valorisation de leur « naturalité » et injonctions majoritaires à les artificialiser, à quoi s'ajoutent, sur ce terrain, les revendications de fierté et d'autonomie identitaire et politique⁹. C'est ce que résume avec humour une militante en introduction d'un meeting :

Ma mère me dit toujours pourquoi tu vas parler devant les gens avec tes cheveux comme ça ? Donc j'ai fait un brushing, j'ai cédé... mais comme il faut décoloniser les cheveux, j'ai laissé l'arrière bouclé !

De même, une militante du CRAN soulignait que sa coiffure « afro » était un motif de fierté bien qu'elle puisse être « mal vue au travail » tandis que, lors d'événements publics, des militantes arrivent les cheveux lâchés puis se coiffent d'un foulard ou d'un keffieh avant de prendre la parole.

Au-delà de ce « système des marques », « le processus par lequel on rend quelque chose descriptible a un caractère à la fois interactionnel et institutionnel : il s'agit d'une caractéristique des relations sociales, dont l'expression provient de l'arène institutionnelle qui donne vie à ces relations » (West & Fenstermaker, 2006 : 118). Nos catégorisations sont donc orientées par l'activité de diverses institutions qui construisent les corps en lutte en multipliant les actes de marquage : là encore, on ne traite pas de « sexes » ou de « races » préexistants, mais bien de catégories créées dans et par l'activité institutionnelle qui différencie les minoritaires en leur réservant un traitement spécifique, inégal. Les discours militants des racisé-e-s, sur nos deux terrains, convergent dans la dénonciation de différentes formes de racisme institutionnel¹⁰ de la part de la

⁹ Autour du « nappy » (contraction de « natural » et « happy ») et du cheveu « naturel » (sans artificialité : défrisage, extensions).

¹⁰ Voir *Migrations Société*, 2016/2 (164).

préfecture, de la police, de l'éducation nationale. Ils donnent à voir la vulnérabilité des corps des minoritaires, notamment leur exposition à la violence physique qui contribue à la (re)production des rapports de sexe et de race. On observe ainsi des tensions entre les positions minoritaires défavorables et le fait que « le minoritaire n'est pas uniquement agi, subissant passivement les mécanismes d'imposition identitaire conduits par l'État ou le majoritaire et n'ayant comme alternative que le refus des identités prescrites » (Simon & Martiniello, 2005). En cela, les corps en lutte sont parlants et participent au travail ethnographique de catégorisation.

On peut ainsi citer, sur le terrain francilien, le rôle de l'institution policière dans la catégorisation des militants de la BAN, qui dépasse le seul contrôle au faciès (Goris *et alii*, 2009). En effet, ces militants¹¹ ont été arrêtés et placés en garde à vue à cinq reprises entre 2010 et 2014, notamment pour s'être rassemblés dans le but d'assister aux commémorations officielles de l'abolition de l'esclavage le 10 mai. Ils ont aussi été visés directement par des jets de gaz lacrymogènes lors de rassemblements, notamment contre le spectacle Exhibit B à Paris (décembre 2014) ou devant le tribunal de Bobigny (mai 2015). La BAN est le seul des groupes militants observés à être ainsi spécifiquement visé par des actions de police : ce surplus d'intérêt est constitutif de la catégorisation de ses membres comme « hommes noirs des quartiers populaires ». La catégorisation par l'ethnographie est ici surdéterminée par celle de l'institution.

Sur le terrain des sans-papiers, les corps en lutte sont aussi produits par le racisme institutionnel qui contribue à segmenter les trajectoires militantes. Les files d'attente à la préfecture sous l'œil des caméras de surveillance et plus largement les violations répétées des principes du service public sont autant de mécanismes matériels qui défont toute communauté d'existence des soutiens et des sans-papiers/migrants. D'une part, malgré leur statut homologue d'usagers de la préfecture, le simple fait de ne pas fréquenter le

¹¹ Si la BAN compte aussi des femmes, les gardes-à-vue et confrontations avec la police observées concernaient les hommes.

même service suffit à créer des traitements segmentés. D'autre part, la violence institutionnelle conditionne l'accès à certaines formes de militantisme et racise les possibilités réelles de se retrouver dans une manifestation devant ou dans la préfecture.

La consubstantialité des rapports sociaux et la production des catégories

Même si leur entreprise théorique a privilégié un rapport de pouvoir sur les autres, N.-C. Mathieu et V. De Rudder ne négligeaient pas la diversité des rapports sociaux qui produisent l'ordre inégalitaire : âge (1971), racisme, classisme, colonialisme, impérialisme (2014 : 201) pour N.-C. Mathieu ; sexe, âge, classe pour V. De Rudder (2012 : 216 ; 2000 : 155). Elles ont certes moins mobilisé que d'autres une approche intersectionnelle ou consubstantielle mais leur prise en compte de la complexité du réel est indiscutable et constitue un médiateur de plus dans la dénaturalisation des catégories. Dans la notion de « groupe naturel » qui essentialise sexe et race, « ce seraient les "capacités" internes (donc naturelles) qui détermineraient les faits sociaux » (De Rudder *et alii*, *op. cit.* : 339) – idée de naturalité qui implique une homogénéité au sein du groupe minoritaire : les femmes, comme les Noirs ou les Arabes, c'est « toutes les mêmes ». Or, les conceptualisations matérialistes ont établi que les rapports sociaux – de sexe, race, classe, voire d'âge – sont « consubstantiels » (Kergoat, *op. cit.*) parce qu'ils coproduisent les classes issues d'un rapport social.

Ainsi, à un premier niveau, l'hétérogénéité interne est rendue visible par les discussions sur le contenu *politique* des catégories utilisées. C'est notamment le cas, sur le terrain francilien, de la catégorie « femmes », mise en question dans le cadre des mobilisations contre l'islamophobie. Lors d'une réunion, un débat a opposé celles qui souhaitaient mettre en avant le caractère sexiste des discriminations subies par les femmes portant des « signes religieux ostensibles » et défendre une position prioritairement féministe, à celles qui préféraient insister sur le caractère islamophobe – raciste – et mobiliser prioritairement les réseaux associatifs antiracistes et

confessionnels. Les premières voulaient utiliser la catégorie « femmes voilées », alors que les secondes préféraient celle de « musulmanes » : ces militantes ont explicité la tension interne à la catégorie « femmes », alors même que chaque option était défendue à la fois par des femmes « voilées » et « non-voilées ». De même, lors d'une réunion interne d'un autre groupe francilien, un membre oriente la discussion sur la question « qui on vise ? » sous le terme « Noir » utilisé. Il oppose « les bourgeois » et autres « nègres encravatés » aux « jeunes », « ceux qui étaient contre Exhibit B » et s'exclame : « il faut traiter cette question sociale ! ».

À un second niveau, celui de l'analyse de la division du travail militant, nous avons pu observer l'hétérogénéité des pratiques et nuancer les catégorisations de sexe et de race. Ainsi, l'un des groupes militants du terrain francilien rassemble des individus aux profils variés mais qui ont pour point commun d'avoir un capital militant important. La prescription du travail militant est pourtant effectuée par les trois mêmes personnes, dont deux sont en position de minoritaires dans les rapports sociaux de race alors que la troisième est classée majoritaire. Ces trois personnes n'hésitent pas même à prendre des décisions impliquant le groupe sans en avertir les autres membres. Ils tirent leur légitimité de leur position d'*hommes adultes*, c'est-à-dire de dominants dans les rapports de sexe et d'âge. Si les prises de position féministes de plusieurs autres membres rendent *indicible* le recours au privilège masculin (sans pour autant le rendre inopérant), les catégorisations d'âge sont fréquentes : ces trois hommes assignent ainsi les personnes qu'ils désignent comme « jeunes » à des tâches spécifiques, notamment informatiques (mise à jour du site internet, gestion de listes mail...) sur la base de l'argument « les jeunes, vous vous y connaissez ». La division du travail militant vient fragmenter les catégories de race et sécréter une catégorie dominante actualisée, celle des hommes adultes.

Conclusion

Ainsi, objectiver les catégorisations de race et de sexe implique de contextualiser et d'expliciter les formes et mécanismes d'assignation à des catégories (système des marques, institutions, division du travail militant). Mais l'observation ethnographique montre que les catégorisations de sexe et de race ne recoupent pas des pratiques et des positions homogènes, car d'autres rapports sociaux les coproduisent et les fragmentent.

Les usages de la boîte à outils de V. De Rudder et N.-C. Mathieu présentés ici ne sont bien sûr pas exhaustifs. Nous aurions également pu traiter des effets de la position de l'ethnographe dans les rapports sociaux : nos positions respectives de femme et d'homme, et de majoritaires dans les rapports de race, ne sont pas sans incidence. En la matière, les analyses de la place du sujet majoritaire dans la production des connaissances par N.-C. Mathieu (1991) autant que les interrogations de V. De Rudder sur « la responsabilité des sciences sociales dans l'étiquetage » (1998) restent particulièrement pertinentes et actuelles, scientifiques et politiques.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AVANZA M., FILLIEULE O. & MASCLLET C., 2015. « Ethnographie du genre. Petit détour par les cuisines et suggestions d'accompagnement », *SociologieS* (en ligne, consulté le 22.04.2017).
- CAHIERS DU GENRE, 2016. « Analyse critique et féminismes matérialistes » Hors-série.
- CARMICHAEL S., HAMILTON C. V., 2009. *Le Black Power. Pour une politique de libération aux États-Unis*. Paris, Payot/Rivages.
- CRENSHAW K.W., 2005. « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, 39.

- DE RUDDER V.**, 1983. « Racisme et relations inter-ethniques » in *Initiation à l'étude des migrations internationales en France*. Rapport dactylographié. Paris, URMIS/GRECO13.
- DE RUDDER V.**, 1998. « Identité, origine et étiquetage », *Journal des anthropologues*, 72-73 : 31-47.
- DE RUDDER V.**, 2006. « Le "foulard islamique" : de quelle inégalité s'agit-il ? ». <http://www.islamlaicite.org/archive/article111.html> (consulté le 21.02.17).
- DE RUDDER V.**, 2012. « Racisme » in **LAACHER S.** (dir.), *Dictionnaire de l'immigration en France*. Paris, Larousse
- DE RUDDER V., POIRET C. & VOURC'H. F.**, 2000. *L'inégalité raciste. L'universalité républicaine à l'épreuve*. Paris, PUF.
- DELPHY C.**, 2001. *Penser le genre. L'ennemi principal t. 2*. Paris, Syllepses.
- DUNEZAT X.**, 2004. *Chômage et action collective. Luttres dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*. Thèse de sociologie, Université de Versailles/Saint-Quentin-en-Yvelines.
- DUNEZAT X.**, 2015. « L'observation ethnographique en sociologie des rapports sociaux : sexe, race, classe et biais essentialistes », *SociologieS*. <https://sociologies.revue.org/5075> (consulté le 21.02.2017).
- FALQUET J.**, 2011. « Pour une anatomie des classes de sexe : Nicole-Claude Mathieu ou la conscience des opprimé.e.s », *Cahiers du genre*, 50 : 193-217.
- GORIS I., JOBARD F. & LEVY R.**, 2009. *Police et minorités visibles. Les contrôles d'identité à Paris*. Open Society Institute. www.cnrs.fr/inshs/recherche/docs-actualites/rapport-facies.pdf (consulté le 12.03.2017).
- GUILLAUMIN C.**, 1992. *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de Nature*. Paris, Côté-femmes.
- GUILLAUMIN C.**, 2002. *L'idéologie raciste*. Paris, Gallimard.

- JUTEAU D., 2010. « "Nous" les femmes : sur l'indissociable homogénéité et hétérogénéité de la catégorie », *L'Homme et la société*, 176-177 : 65-81.
- KERGOAT D., IMBERT F., LE DOARE H. & SÉNOTIER D., 1992. *Les infirmières et leur coordination, 1988-1989*. Paris, Lamarre.
- KERGOAT D., 2012. *Se battre, disent-elles...* Paris, La Dispute.
- MATHIEU N.-C., 1991. *L'anatomie politique*. Paris, Côté-femmes.
- MATHIEU N.-C. (dir.), 2007. *Une maison sans fille est une maison morte. La personne et le genre en sociétés matrilineaires et/ou uxori-locales*. Paris, MSH.
- MATHIEU N.-C., 2014. *L'anatomie politique 2. Usage, déréliction et résilience des femmes*. Paris, La Dispute.
- NICOURD S. (dir.), 2009. *Le travail militant*. Rennes, PUR.
- PICOT P., 2012. « Un antiracisme de racisé-e-s ? La génération "postcoloniale" ». Mémoire de master en sociologie, université Paris-Diderot, sous la dir. de Véronique De Rudder.
- PICOT P., 2016. « Quelques usages militants du concept de racisme institutionnel : le discours antiraciste postcolonial (France 2005-2015) », *Migrations Société*, 28(163) : 47-60.
- POIRET C., 2005. « Articuler les rapports de sexe, de classe et interethniques », *Revue européenne des migrations internationales*, 21(1) (en ligne, consulté le 21.02.2017).
- REVILLARD A., DE VERDALLE L., 2006. « "Faire" le genre, la classe et la race », *Terrains et Travaux*, 10(1) : 91-102.
- SIMON P., MARTINIELLO M., 2005. « Les enjeux de la catégorisation », *Revue européenne des migrations internationales*, 21(2).
- TABET P., 1998. *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*. Paris, L'Harmattan.
- WEST C., FENSTERMAKER S., 2006. « "Faire" la différence », *Terrains et Travaux*, 10(1) : 103-136.

*

Résumé

En mobilisant simultanément les apports de Nicole-Claude Mathieu et de Véronique De Rudder sur des terrains militants (luttés en faveur des sans-papiers dans le Nord et l'Ouest de la France, groupes antiracistes franciliens), Pauline Picot et Xavier Dunezat proposent d'interroger les processus de catégorisation. Comment objectiver la race et le sexe dans l'ethnographie des mobilisations ? En contextualisant la formation des processus de différenciation sociale, en observant la division du travail militant mais aussi les corps en lutte, en croisant sexe-classe-race dans la production des catégories, on se donne les moyens de ne pas traiter comme des faits de nature, ou des corps déjà là, des catégories centrales comme celles de « femmes » ou de « minoritaires racisés ». Ce faisant, l'article rend hommage à deux idées forces : l'anatomie est politique ; la catégorisation masque et marque l'inégalité.

Mots-clefs : anatomie, catégorisation, sexe, race, mobilisations.

Summary

When Categorization Masks Inequality

Pauline Picot and Xavier Dunezat examine the processes of categorization by drawing on the findings of Véronique de Rudder and Nicole-Claude Mathieu in their respective studies of militant struggles (activism for undocumented migrants in the North and West of France, antiracist groups in the Paris region). How can one objectify race and sex in the ethnography of social mobilisations? In order to avoid treating core categories such as "women" or "racialized minorities" as natural facts or preexisting bodies, the authors propose dealing with categorization processes by contextualizing the social mechanisms of differentiation, observing the divisions of militant labour as well as activist entities, and cross-analysing race, sex and social class. In so doing, this article pays tribute to two powerful ideas: anatomy is political; categorization masks and marks inequality.

Key-words: anatomy, categorization, sex, race, mobilisations.

* * *